

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 BETHUNE

LILLE, le 20 février 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/01/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

POLYNT COMPOSITES FRANCE

BP 19
DROCOURT
62320 Drocourt

Références : B2-010-2023
Code AIOT : 0007000789

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/01/2023 dans l'établissement POLYNT COMPOSITES FRANCE implanté Route d' ARRAS B.P 19 62320 Drocourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- POLYNT COMPOSITES FRANCE
- Route d' ARRAS B.P 19 62320 Drocourt
- Code AIOT : 0007000789
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site de DROCOURT s'étend sur un terrain d'une superficie de 34 hectares implanté sur deux communes DROCOURT et ROUVROY dans le département du Pas-de-Calais et emploie environ 200 personnes (hors intérim et entreprises extérieures). Toutes les installations et la majeure partie du site se trouvent sur la commune de Drocourt tandis qu'une partie du terrain non utilisé se trouve sur la commune de Rouvroy.

Créé en 1954 sous la bannière de Norbenzol, l'établissement POLYNT COMPOSITES FRANCE de Drocourt est le seul site en France du groupe italien POLYNT. Ce groupe a fusionné en 2017 avec

l'américain Reichhold.

Le site de DROCOURT est spécialisé dans la conception de :

- résines polyester et vinylester (synthèse et mélanges notamment à des fins d'anticorrosion depuis 2011) ;
- de gelcoat (peintures réactives) ;
- de colles (pâtes à modeler fibrées permettant de la soudure à froid) ;
- d'un nettoyeur industriel COV-free ;
- d'additifs dans un atelier depuis 2004 en partenariat avec ARKEMA.

Le site est soumis à autorisation pour 12 rubriques dont les rubriques 4120-2-a, 4130-2-a, 4511-1 et 4150-1.

L'établissement est autorisé par différents arrêtés préfectoraux pris entre 1970 et 2018. Son fonctionnement est encadré en particulier par l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 décembre 2014, qui constitue le dernier donné acte d'étude de dangers pour ce site.

Cet arrêté a été modifié le 10 octobre 2018, pour acter le classement Seveso Seuil Haut du site par cumul de différentes substances éco-toxiques, en application de l'article R. 511-11 du Code de l'Environnement.

Le site est également classé « IED » pour la rubrique 3410-h de la nomenclature des installations classées : « fabrication de produits chimiques organiques tels que h) matières plastiques (polymères, fibres synthétiques, fibres à base de cellulose) » pour laquelle les conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées sont celles du BREF POL (fabrication de polymères).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Récolement de la 1ère partie (échéance juin 2022) de l'APMD du 28/11/2022 sur les bâtiments 95-2 et 4 stockant des liquides inflammables en récipients mobiles.
-

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Batiment contenant des LI 95-2 Zones d'effets incluses dans site	AP de Mise en Demeure du 28/11/2022, article 1- 1ère partie	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Bâtiment contenant des LI 95-4 Zones d'effets incluses dans site	AP de Mise en Demeure du 28/11/2022, article 1- 1ère partie	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La 1ère partie de l'APMD n'est pas entièrement respectée.

Les clôtures par rapport au bâtiment de stockage de liquides inflammables 95-4 ont été repoussées afin d'englober les zones d'effets de plus de 3 kW/m² mais les travaux vis-à-vis du second bâtiment n°95-2 n'étaient pas achevés le jour de l'inspection.

Suite à des difficultés de fourniture de matériel, les nouvelles barrières devant empêcher l'accès aux zones d'effets correspondant au bâtiment 95-2, à toute personne n'ayant pas de lien avec l'activité de l'exploitant (tel le personnel, les livreurs et les visiteurs) n'étaient pas en place et seuls les travaux

préparatoires (passage de câbles, alimentation etc.) étaient visibles.

Le 10 février, l'exploitant a fourni l'engagement de l'installateur d'achever l'ensemble des travaux de mise en place des barrières pour le 28 février prochain.

Compte tenu de la conformité des travaux vis-à-vis du bâtiment 95-4 et de l'engagement de l'installateur des barrières vis-à-vis du bâtiment 95-2 d'achever les travaux pour fin février 2023, à ce stade, l'Inspection ne propose pas de sanction à l'encontre de l'exploitant mais relève un fait susceptible de suites.

Dès leur réalisation et au plus tard sous 30 jours, l'exploitant transmettra des photos et tout élément prouvant du bon fonctionnement des barrières. Faute de quoi, des sanctions pourront être proposées à Monsieur le Préfet du Nord-Pas-de-Calais.

La partie suivante de la mise en demeure est à respecter avant le 18/10/2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Batiment contenant des LI 95-2 Zones d'effets incluses dans site

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/11/2022, article 1- 1ère partie
Thème(s) : Risques accidentels, Liquides inflammables -application art. 43-1 AM 3/10/2010 modifié
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : APMD 28/11/2022 appliqué au bâtiment 95-2</p> <p>Article 1 La société POLYNT COMPOSITES exploitant une usine de fabrication de résines et de gelcoats, située route d'Arras – 62 230 Drocourt , est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 43-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé</p> <ul style="list-style-type: none"> • en contenant avant fin juin 2022 à l'intérieur des limites clôturées de son établissement les effets thermiques de plus de 3 kW/m² d'un incendie provenant des bâtiments stockant des liquides inflammables en récipients mobiles en : [...] ◦ mettant en place les moyens permettant d'interdire en permanence l'accès aux zones d'effets correspondant au bâtiment 95-2, à toute personne n'ayant pas de lien avec l'activité de l'exploitant. [...] <p>Constats : Les zones d'effets de plus de 3 kW/m² de l'incendie du bâtiment 95-2 stockant des liquides inflammables en récipients mobiles sortent légèrement des clôtures de l'établissement du côté de son entrée principale impactant une partie de la route d'accès au site avant le portail principal et le poste de garde à la limite du parking des poids lourds sans le toucher ni celui des véhicules légers du personnel ou des visiteurs.</p> <p>En termes de moyens permettant d'interdire en permanence l'accès à ces zones d'effets sans empêcher d'accéder au site, pour la partie située hors des clôtures existantes, POLYNT Composites a prévu d'ajouter deux barrières supplémentaires à franchir pour accéder et sortir de la zone de parkings poids lourds et véhicules légers située en amont du poste de garde et de la barrière d'accès au site. Par ailleurs, le 31/01/2023, l'exploitant a confirmé qu'il avait déjà prolongé les clôtures existantes jusqu'à ces secondes barrières afin d'englober dans la nouvelle zone clôturée et/ou à accès contrôlé toutes les zones d'effets de plus de 3 kW/m² précitées (notamment les terrains impactés du côté de la barrière de sortie des parkings - zone en herbe du côté du bâtiment 95-2).</p> <p>Sur le terrain, il a été constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les passages de câbles pour alimenter les 2 barrières et les futurs caméras et interphones qui seront reliés au poste de garde et de nuit à l'atelier additifs (présence permanente) ont été réalisés. - les 2 barrières ne sont pas encore en place suite à des ruptures de stocks de matériels successives (variateurs pour contrôler les mouvements d'ouverture et de fermeture des barrières non disponibles). <p>Post-inspection, POLYNT nous a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la commande du 11/07/2022 passée auprès de la société pour les travaux de modification d'accès au site comprenant 1 barrière sur chaque route de sortie et d'entrée des véhicules en amont des parkings ainsi que de leur système de commande (délai de réalisation fixé au 30/09/2022), - la lettre de l'installateur en date du 9/02/2023 s'engageant sur un achèvement des travaux pour le 28/02/2023 et indiquant que ceux derniers ont été retardés suite à la crise actuelle ayant entraîné un retard de fabrication chez son fournisseur. <p>Ces précisions et engagement fournis par l'exploitant laissent à penser que les travaux de mise en conformité seront effectivement achevés pour fin février 2023.</p> <p>Aussi, à ce stade, l'Inspection ne propose pas de sanction à l'encontre de l'exploitant mais relève un fait susceptible de suite.</p>

Fait Susceptibles de suites n°1 :

Les barrières sur les voies d'entrée et de sortie au site pour interdire en permanence l'accès aux zones d'effets correspondant au bâtiment 95-2, à toute personne n'ayant pas de lien avec l'activité de l'exploitant ne sont terminés suite à une rupture de livraison de pièces indispensables à leur fonctionnement mais par lettre du 9/02/2023 l'installateur s'est engagé à achever leur mise en place pour le 28/02/2023.

Dès réalisation et au plus tard sous 30 jours (à compter de la réception du présent rapport), l'exploitant transmettra, toute preuve du bon achèvement des travaux comprenant des photos des barrières en place, le PV de réception complète de ces derniers ainsi qu'un plan les matérialisant avec les clôtures du site et les zones d'effets liées à l'incendie des bâtiments 95-2.

Par ailleurs, le gardien présent au poste de garde a confirmé avoir été informé de la modification à venir des accès au site qui permettra d'interdire l'accès à ces zones d'effets correspondant à toute personne n'ayant pas de lien avec l'activité de l'exploitant (tel le personnel, les livreurs et les visiteurs).

Néanmoins, entre les futures barrières et le rond-point ne pouvant être stationnés que 2 poids lourds et, du fait de la forte circulation des routes desservant ce rond-point, l'exploitant prévoit de laisser ouvertes les nouvelles barrières aux plages de fortes affluences, soit aux changements de quart, aux heures d'arrivée/départ du personnel de journée et leur pause déjeuner ce qui correspondrait à des créneaux spécifiques (5h30-6h30, 7h30-9h, 11h30-14h30, 16h-17h et 21h30-22h30) sachant que le portail du site restera lui fermé sauf ouverture par le poste de garde. Entre 22h30 et 5h30 les nouvelles barrières seront fermées en l'absence d'agent au poste de garde et les commandes, les interphones et caméras seront reportés en salle de commande atelier Additifs (chef de poste présent lors du quart de nuit).

Le fonctionnement de la barrière d'accès au site restera inchangé.

Observations :

- N°1 :

Demande de transmission de l'instruction détaillant les modalités d'ouverture et de fermeture des barrières d'accès aux parkings pour le gardien et les plages spécifiques d'ouverture ainsi que le maintien de la barrière d'accès au site industriel fermée pendant ces plages.

- N°2 :

Veiller à présenter les nouvelles modalités d'accès au personnel du site et des EE et former les gardiens ainsi que les personnes en charge des accès/barrières lors du quart de nuit.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Bâtiment contenant des LI 95-4 Zones d'effets incluses dans site

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/11/2022, article 1- 1ère partie
Thème(s) : Risques accidentels, Liquides inflammables -application art. 43-1 AM 3/10/2010 modifié
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : APMD 28/11/2022 appliqué au bâtiment 95-2</p> <p>Article 1 La société POLYNT COMPOSITES exploitant une usine de fabrication de résines et de gelcoats, située route d'Arras – 62 230 Drocourt , est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 43-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé</p> <ul style="list-style-type: none"> • en contenant avant fin juin 2022 à l'intérieur des limites clôturées de son établissement les effets thermiques de plus de 3 kW/m² d'un incendie provenant des bâtiments stockant des liquides inflammables en récipients mobiles en : <ul style="list-style-type: none"> ◦ déplaçant les clôtures du site pour inclure les zones d'effets thermiques correspondant au bâtiment 95-4 dans les limites clôturées du site, <p>[...]</p> <p>Constats : Sur site il a été constaté la création d'une seconde clôture incluant désormais les zones d'effets de l'incendie du bâtiment 95-4 de plus de 3 kW/m² qui dépassaient sur des champs en bordure du parc à fûts. Les clôtures précédentes plus à l'intérieur du site sont toujours en place autour du parc à fûts.</p> <p>Le délai associé à la 2nde partie de la mise en demeure relative à la stratégie de défense contre un incendie des 2 bâtiments est fixée au le 18/10/2025.</p> <p>Pour respecter cette seconde échéance, l'exploitant a précisé avoir le rétro-planning suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - choix des techniques vis-à-vis des modifications à faire dans les 2 bâtiments à étudier en 2023, - demande des budgets en 2024 puis passer les commandes pour réalisation selon l'échéance. <p>Lors de l'inspection, il a été également constaté que trois des six cuvettes de fûts de liquides inflammables ont été reconstruites en béton et équipées de diffuseurs de solution moussante fixes tandis que les travaux de passage en version définitive pour les 3 autres ont débuté.</p> <p>Observations : - N° 3 : Indiquer le nom des sociétés chez qui sont entreposés les fûts de LI qui étaient dans les cuvettes en travaux.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet